

JENS STOLTENBERG

DIALOGUE ET DÉFENSE

Le secrétaire général l'Otan, Jens Stoltenberg, est revenu pour *Le Parlement Magazine* et *La Revue du Trombinoscope* sur la signification d'une union européenne de défense pour l'Otan, les conséquences de l'élection de Donald Trump et les raisons pour lesquelles les États membres doivent augmenter leurs dépenses de défense.

Propos recueillis par Martin Banks

Jens Stoltenberg, membre du parti social-démocrate et ex-Premier ministre norvégien, est le 13^e secrétaire général de l'Otan. Soutenu par Angela Merkel, la Chancelière allemande estimait qu'il serait le plus à même de diriger l'organisation considérée comme l'un des instruments principaux pour maintenir une connexion militaire entre l'Union européenne et les États-Unis. Mais pour que cette alliance soit pérenne, le secrétaire général de l'Otan prévient : il faut que les alliés de l'Otan contribuent davantage à la défense de l'Europe. C'est un point sur lequel il rejoint sans sourciller le président élu Donald Trump : l'Europe doit payer plus pour sa propre défense. Trump, qui lors de son élection, a soulevé quelques inquiétudes chez certains alliés européens du fait de son apparente ambivalence vis-à-vis de l'Otan. La ministre allemande de la Défense, Ursula von der Leyen, a qualifié la victoire de Trump de « choc énorme » et lui a d'ailleurs demandé de confirmer son engagement envers l'Otan.

Jens Stoltenberg tempère toutefois : « Je constate un engagement plus marqué à dépenser davantage pour la Défense. La tendance des alliés, qui était de diminuer leurs dépenses de défense, est en train de s'inverser. Les choses ne changeront pas

du jour au lendemain mais les alliés sont sur la bonne voie. » L'Allemagne, plus grande économie européenne, est selon lui en passe d'atteindre l'objectif de 2 % du PIB consacré aux dépenses militaires, seuil exigé par l'Otan. Il lui faudra toutefois fournir encore un bel effort puisque pour l'instant, le pays consacre seulement 1,19 % de son PIB aux dépenses militaires. Actuellement, seuls cinq pays atteignent le seuil : les États-Unis (3,61%), la Grèce, le Royaume-Uni, l'Estonie et la Pologne. Les autres alliés, bien que la plupart aient augmenté leurs dépenses de défense (c'est notamment le cas en Lettonie et en Lituanie), sont très loin des 2 % ; 0,91 % pour l'Espagne, 0,99 % pour le

Canada, 1,11 % pour l'Italie. Avec 1,8 %, la France ferait presque figure de bon élève. Au point culminant de la Guerre froide, en 1985, les chiffres étaient tout autres : l'Allemagne de l'Ouest consacrait 3,3 % de son PIB aux

dépenses de défense, l'Italie 2,7 %, le Canada 2,2 % et la Grèce un faramineux 7,1 % !

Pour inciter les pays à revoir leurs chiffres à la hausse, le député européen du parti libéral estonien Urmas Paet déposait le mois dernier une résolution sur les dépenses de défense de l'Union européenne. Adoptée par le Parlement, elle rappelle que les États membres doivent bien consacrer au moins 2 % de leur PIB à la défense.

**« Nous en Europe, devons
augmenter nos dépenses
et je suis confiant, les alliés
de l'OTAN le feront »**



A l'heure actuelle, la contribution financière des États-Unis à l'Otan dépasse très largement celle des autres alliés : elle couvre 70 % des dépenses. Donald Trump a précisé que sous sa présidence, les États-Unis pourraient refuser de soutenir un allié de l'Otan qui « n'aurait pas payé sa juste part. » A la question d'une éventuelle intervention des États-Unis pour soutenir les Pays baltes menacés par la Russie, Trump a répondu : « S'ils remplissent leurs engagements envers nous, la réponse est oui. » Malgré cet avertissement, le secrétaire général de l'Otan persiste à penser que Trump reste un « grand fan » de l'organisation « comme tous les présidents américains avant lui. » Selon lui, « l'Amérique apporte un soutien sans faille à l'Otan depuis de nombreuses décennies et je suis absolument convaincu que les choses ne changeront pas, car une organisation forte est profitable tant à l'Europe qu'aux États-Unis. » Et de rappeler que la seule fois où la clause de défense collective a été invoquée, c'était après les attaques de septembre 2001, où tous les alliés se sont engagés de manière « solennelle », « absolue » et « inconditionnelle » à assurer leur défense mutuelle.

Mais au fond, ce ressentiment n'est pas nouveau. Déjà l'an dernier, la secrétaire de l'Air Force, Deborah Lee James, profitait d'un discours à Bruxelles pour inviter instamment tous les membres de l'Otan à augmenter leurs dépenses pour partager plus équitablement les coûts et surtout, répondre aux menaces. Des menaces variées, qui nécessitent des moyens divers, qu'il s'agisse de « l'agression » russe, l'État islamique, les pirates informatiques chinois ou bien de crises sanitaires comme Ebola.

Pour Stoltenberg, « Donald Trump a souligné par ses déclara-

« Donald Trump a souligné par ses déclarations l'importance d'un partage mieux équilibré des dépenses en matière de défense... Je suis totalement d'accord »

tions l'importance d'un partage mieux équilibré des dépenses en matière de défense. Mais ce sont exactement les propos tenus par le président Barack Obama (et l'Otan elle-même), et je suis totalement d'accord. » Et d'ajouter : « dans un monde de plus en plus dangereux, nous devons investir davantage dans la Défense. Lors de ma rencontre à venir avec le président Trump, je lui montrerai l'effort fourni par les alliés européens, qui ont augmenté leurs investissements. Je pense que les membres de l'Otan prennent cette question très à cœur, nous devons poursuivre les progrès réalisés jusque-là. »

Le nouveau secrétaire général de l'Otan semble pencher pour la constitution d'une union européenne de la défense, véritable serpent de mer qui émerge à intervalles réguliers dans les débats. Le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker, à l'origine d'une initiative sur le sujet, a proposé la création d'un QG militaire européen avec capacité d'assistance médicale et de logistique, qui pourrait être implanté à Bruxelles. Ce quartier général pourrait commander les interventions militaires et civiles de l'Union européenne. Baptisée « armée européenne » par certains, la proposition est loin de faire l'unanimité parmi les pays membres. La Grande-Bretagne, pour ne citer qu'elle, estime qu'un tel projet engloutirait des ressources limitées alors que l'Otan dispose déjà d'un centre de commandement militaire en Belgique.

Pourtant, Jens Stoltenberg estime que « cela pourrait renforcer la défense européenne. C'est une idée que je soutiens, mais je conviens que sa mise en œuvre doit être pensée de manière à ne pas entrer en concurrence avec l'Otan, elle doit être vue comme un moyen de compléter les efforts de l'alliance. Il s'agit plutôt de renforcer la relation transatlantique et les liens existants entre les membres de l'Otan. » Car pour lui, « une Otan plus forte se traduirait par une Europe plus forte. »

Et une Europe plus forte pourrait, par exemple, mieux faire face à la situation que connaît actuellement l'Union vis-à-vis de la Turquie. A ce sujet, Stoltenberg demande au régime d'Erdogan de « respecter » les principes du droit vis-à-vis des auteurs de la tentative de coup d'État qui a frappé son pays en juillet dernier. Les droits de l'homme sont gravement menacés depuis cet événement : les opposants au régime, mais aussi des universitaires et des journalistes ont été jetés en prison sans véritable motif. « La Turquie est l'allié de l'Otan le plus affecté par la situation en Syrie » décrypte le secrétaire général. « Les auteurs du coup d'État doivent répondre de leurs actes, mais d'une manière qui respecte les principes du droit et les valeurs démocratiques. Dans la période d'incertitudes que nous traversons aujourd'hui, marquée par la tourmente et la violence en Irak et en Syrie, par l'assurance grandissante de la Russie, l'Otan est plus importante que jamais. »

Sur l'épineuse question de la Russie, le représentant officiel tempère : « il est important de rester calme et de garder la tête froide, de s'asseoir autour d'une table pour trouver les moyens d'éviter d'accumuler les tensions. Il faut continuer à aborder les différents problèmes avec la Russie, notamment concernant le risque d'un manque de transparence concernant leur activité militaire qui s'accroît à proximité de nos frontières. L'Otan





**« Une OTAN
plus forte
signifie une
Europe plus
forte »**

continuera d'œuvrer dans cette voie : il n'existe aucune contradiction entre une défense solide et un dialogue politique. »

Si la qualité des relations à venir entre l'organisation et le nouveau président des États-Unis reste malgré tout incertaine, la coopération entre l'UE et l'Otan semble au beau fixe : en juillet dernier, le secrétaire général a signé une déclaration conjointe avec le président du Conseil européen Donald Tusk

et le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker. Cette déclaration, qui doit être mise en œuvre dans de nombreux domaines, concerne notamment la coopération maritime et le développement des capacités de l'UE en matière de défense. Quant à l'avenir, il se déclare certain qu'« une coopération plus poussée entre l'Otan et l'UE aura pour bénéfice de renforcer également la défense européenne. » ●